

Le PS dans la Suisse engoncée

Le Parti socialiste suisse naquit trois fois: en 1870, en 1880, en 1888. Au XIX^e la mortalité infantile des partis politiques était forte. Donc la troisième fut la bonne, celle de la survie, c'est-à-dire de la vie dans l'histoire nationale. Il y a de cela cent ans.

Personne ne se réfère encore au premier programme rédigé par l'avocat bernois Albert Steck: programme de réformisme — Steck ne croyait pas à la mort fatale du capitalisme que prédisaient les marxistes —, mais aussi programme de rupture, prônant une Suisse unifiée et centralisée.

La rupture idéologique, que souligneront ultérieurement des programmes marxisants, n'a jamais contrarié ou tari en Suisse la volonté de réforme. L'importance du mouvement du Grütli, aux préoccupations avant tout sociales, l'organisation parallèle

des syndicats, ont empêché le socialisme suisse de marcher sur la tête. Pour les élections, en cette fin du XIX^e, les programmes présentés sont extrêmement concrets: la révision de la loi sur les fabriques, certes, mais aussi (exemple vaudois significatif) la réorganisation du mont-de-piété.

L'adéquation de l'idéologie n'est pas décisive, si à travers elle ou à côté d'elle s'exprime la revendication juste. La grève générale de 18, rupture considérable à l'échelle helvétique, a véhiculé des exigences concrètes dont la modération et la pertinence surprennent encore les historiens. Inversement, la «rupture avec le capitalisme» affichée dans les années 70 n'est jamais descendue des tribunes oratoires sur le terrain.

Signe peut-être, récent, des difficultés
(suite page 2)

Prétexte

Les anniversaires sont généralement l'occasion de congratuler ceux qui les fêtent. Pour ce qui est du passé, on peut admettre sans réticence que le Parti socialiste suisse (PSS), aujourd'hui centenaire, a marqué durablement l'histoire politique et sociale du pays. La situation présente, par contre, n'autorise guère l'optimisme: le PSS a perdu un quart de son électorat en vingt ans et il offre l'image de la désunion, tiraillé entre des tendances opposées. Quant à l'avenir, il apparaît lourd d'incertitudes; lors des dernières élections fédérales de l'automne 1987, le PSS a échoué dans son ambition de constituer l'axe central d'une nouvelle majorité écolo-socialiste: il n'a pas réussi à mordre de manière significative sur l'électorat flottant des nouvelles couches moyennes, tout en perdant l'audience auprès de son soutien traditionnel, le monde ouvrier. La transition d'un parti ouvrier à une formation populaire réformiste est lente et difficile. Le PSS a certes adopté de

nouveaux thèmes pour tenir compte des interrogations actuelles d'une société en changement rapide; mais il a peine à intégrer ces revendications dans un ensemble programmatique cohérent et crédible: l'addition de revendications sectorielles et le touche-à-tout politique ne peuvent tenir lieu de profil clairement compréhensible pour les citoyens. Dès ce numéro, DP ouvre le débat. Non pas pour apporter des réponses toutes faites, pour plaquer des idées généreuses sur une réalité sociale abstraite — dans ce genre de discussion, le PSS a suffisamment épuisé ses énergies au cours des dernières années — mais pour tenter de poser les bonnes questions, de repérer l'évolution des forces sociales et les enjeux auxquels la société helvétique est aujourd'hui confrontée.

Un filet tramé en haut de page et des titres dans une typographie différente de l'habitude vous signaleront, dans ce numéro et dans les suivants, les articles de cette série.

Le PS dans la Suisse engoncée

(suite de la page 1)

de penser le socialisme en Suisse, aujourd'hui.

Le socialisme est né dans une société où l'utopie — à chacun selon ses besoins par la vertu d'un modèle économique rationnel, sans exploitation de l'homme par l'homme — était le songe plein de ventres creux. Aujourd'hui, en Suisse, où les ventres sont nourris, on ne parle plus de besoins, mais de désirs, ceux qu'entretient notamment une société médiatisée sous influence publicitaire. Or le socialisme ne saurait s'accommoder d'une simple permutation de termes: «à chacun, selon ses désirs», ce n'est plus son utopie. Le socialisme suisse, de surcroît, se vit dans un pays internationalement privilégié. La Suisse, c'est un rentier qui travaille à plein temps. La fortune suisse investie à l'étranger ramène, chaque année, dans les coffres nationaux, en solde net, plus de 10 milliards. Qu'est-ce que le socialisme dans un pays en tête du palmarès du revenu par habitant?

La richesse nationale rend d'autant moins supportable les inégalités et les injustices sociales qui subsistent. Le socialisme, s'il se veut fidèle à sa tradition réformiste, est responsable d'éviter tout glissement vers une société à deux vitesses, où les laissés pour compte, minoritaires, cesseraient d'avoir un poids politique.

A la solidarité nationale s'ajoute la solidarité internationale. Impératif moral des privilégiés que nous sommes.

Comment ne pas rappeler, par l'action politique, qu'au moment où les exploits et les coups fumants du capitalisme financier font la une de la presse, la considération due à ceux qui travaillent n'a guère progressé: la participation demeure toujours un mot vide de sens pratique.

Et les impasses dans l'aménagement du territoire où conduit la recherche éhontée du profit sur le sol...

A réactualiser de la sorte ces «tradi-

tions» socialistes, il y aura de quoi occuper longtemps encore, avec sérieux et imagination, militants et partis.

Mais le devoir ainsi compris apparaîtrait plus moral que politique. Reste, parce que la Suisse est un pays privilégié entre tous, un rôle spécifique, historique du socialisme suisse d'aujourd'hui.

Tout privilège de fait cherche sa légitimité; il se protège contre les remises en cause. La Suisse, interna-

tionalement, en est là. La polisclosure (cf DP 874, numéro spécial: *Le Temps politique*) la menace; elle est en passe de croire que sa prospérité est la juste récompense de son seul mérite et d'une faveur personnelle du destin. *Sonderfall* de droit divin.

Le socialisme suisse est comptable de cette fonction critique contre les risques d'isolement et d'autosatisfaction: du statut de saisonnier aux abus du secret bancaire, à l'insuffisance de l'aide internationale, le champ est vaste.

Le problème difficile du socialisme suisse est de convertir en force politique large cette perspective historique.

AG

Solidarité. Débats. Mouvement.

Pour son 100^e anniversaire, le Parti socialiste suisse fait paraître un ouvrage bien différent des publications traditionnellement de circonstance en de telles occasions. Dix articles font le point des connaissances sur des sujets choisis, comme les rapports avec la II^e Internationale, l'activité du Parti socialiste tessinois dans le cadre de l'antifascisme, la théorie et la pratique socialiste dans la gestion communale de Bienne, les femmes et le socialisme, la scission de 1939 en Suisse romande ou la stratégie du PSS entre opposition et participation au Conseil fédéral à la lumière des événements les plus récents. Une chronologie générale rappelle les moments importants. Deux articles, l'un liminaire, l'autre de conclusion, complètent ce volume.

Un mot sur ces deux dernières contributions qui se veulent à la fois bilan historique, spéculation sur l'avenir et réflexion au présent. Elles marquent en effet les deux bornes entre lesquelles s'inscrivent les débats contemporains. Elle reprennent et prolongent les perspectives différentes et parfois opposées de ce volume à plusieurs voix.

D'un côté, la génération née pour l'essentiel dans les années 50 et qui demeure, malgré tout, dans la trajectoire gauchiste, c'est-à-dire à la recherche d'une culture nouvelle et d'une position

autre. «Réflexion sur les constantes et les ruptures, les tensions et l'harmonie» s'intitule ce propos qui cherche à repérer de nouveaux acteurs et de nouveaux problèmes sociaux, économiques et culturels sur la scène du monde.

De l'autre, la postface de Helmut Hubacher, dont les considérations font du passé un avenir nouveau (et un peu triomphaliste!), puisqu'à ses yeux les socialistes doivent mieux gérer l'économie de marché, au profit du plus grand nombre, corriger les conséquences néfastes de l'industrialisation et préserver la qualité de l'homme. Un Européen solidaire du monde.

Utopie contre réalisme? Analyse intellectuelle et stratégie politique? Le conflit n'est pas que de générations. Pas plus que les ruptures et les constantes ne se repèrent toujours là où le sens commun les cherche. Au commerce de l'Histoire, bien des nouveautés prennent des rides. Et des affirmations apparemment éculées reprennent de la vigueur. L'ouvrage du centenaire fournit non seulement des idées, mais des études sectorielles qui pourront nourrir les débats présents. Il confirme l'identité du parti que résume le titre du livre.

Jean-Claude Favez

Solidarité. Débats. Mouvement. Editions d'En bas, Lausanne, 1988.

Le congrès de 1904

(cfp) Dès la fondation en 1888, les congrès du PSS ont souvent fait l'objet de procès-verbaux imprimés. C'est le cas de celui de novembre 1904 qui a été publié en brochure à couverture rose en juillet 1905*. Le congrès a commencé le dimanche 20 à 15 heures et s'est poursuivi jusqu'au lundi 21 à 18 heures sous la présidence du Biennois G. Reimann. Les débats ont duré un peu plus de onze heures et il y avait 230 délégués de sections (dont 107 du Grütli), les conseillers nationaux et les membres du comité. Les délégués des sections représentaient 19 840 membres.

En l'absence du Genevois Jean Sigg, qui devait présenter un exposé, et vu le peu de délégués de Suisse romande, il n'y a pas eu de traduction. L'analyse des débats permet de repérer trois Romands: Charles Naine (NE), Rapin (VD) et Conrad Ilg (GE). D'autres étaient présents mais ne se sont pas manifestés.

L'armée et les grèves

L'ordre du jour comportait treize objets, dont les rapports statutaires du comité directeur et du groupe aux Chambres fédérales, ainsi que deux objets importants: l'adoption d'un nouveau programme pour le parti et l'examen de projets militaires (nouvelle organisation de l'armée et attitude en cas de mise sur pied de troupes en période de grève).

Le débat sur le projet de programme du parti a été vivant mais sans animosité, si bien que le projet a été approuvé après élimination de tous les amendements proposés. La préparation avait été très soigneusement effectuée par une commission de onze membres, dont une femme, Regina Conzett, et deux Romands, Rapin et Jean Sigg. La rédaction de l'article 10 sur la politique agricole avait été un peu difficile, mais le texte proposé fut adopté sans peine. Ce programme est resté en vigueur jusqu'en 1920 et remplaçait celui de 1888.

La discussion sur les affaires militaires a été plus laborieuse. Elle portait sur un projet de nouvelle organisation de l'armée, présenté le 7 juillet 1904 par le Département militaire fédéral, et sur une proposition du comité du parti invi-

tant les soldats à se montrer solidaires des grévistes en cas de mobilisation en période de grève. La discussion fut serrée. Le parti se déclarait favorable à l'existence d'une armée populaire, mais opposé à toute forme de militarisme. Un postulat demandant l'élection des officiers par la troupe fut admis par 75 voix contre 25, alors qu'une proposition de la FTMH réclamant le soutien aux objecteurs de conscience fut rejetée. Une autre, plus ferme, émanant de l'Union ouvrière de Zurich, fut adoptée de préférence à celle du comité en ce qui concerne les mobilisations en cas de grève. En bref, une attitude du parti très critique sur l'utilisation de l'armée pour régler des conflits du travail.

A noter que le parti a aussi protesté contre les expulsions, par la simple voie administrative, d'ouvriers italiens pour des motifs politiques.

Télégramme sud-africain

Le rapport de gestion du Comité directeur pour la période allant d'octobre 1903 à octobre 1904 nous apprend que le bureau de l'Internationale socialiste a demandé une représentation du groupe socialiste des Chambres fédérales à la Commission internationale des parlementaires socialistes et qu'Angelica Balabanoff a proposé, au nom des socialistes italiens, qu'une conférence ait lieu pour tenter d'améliorer le sort des Italiens émigrés en Suisse. Pendant l'exercice, une commission a été constituée pour la révision du Code des obligations. Le Genevois Victor Snell et l'avocat lausannois Beyeler en faisaient partie. Enfin, une augmentation de la cotisation annuelle était proposée qui devait passer de 10 à 50 centimes. Une telle hausse fut considérée comme trop élevée et on se contenta de 20 centimes. Au cours du congrès, un télégramme de félicitation provenant de l'association «Vorwärts», de Johannesburg (Transvaal) fut lu par le président. ■

**Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Schweizerischen sozialdemokratischen Partei, abgehalten in der Tonhalle in Zürich am 20. und 21. Nov. 1904.*

A l'heure actuelle, huit quotidiens de sensibilité sociale-démocrate continuent de paraître en Suisse; un de langue italienne au Tessin: *Libera Stampa*, et sept de langue allemande: *AZ* à Bâle, *Berner Tagwacht* à Berne, *Solothurner AZ-Das Volk* à Olten, *Volksrecht* à Zurich, et trois *AZ* à Schaffhouse, à Winterthour et à Saint-Gall.

Nombreuses publications à l'occasion du centenaire du PSS. Les articles de l'historien lausannois Hans Ulrich Jost sur le PSS et la bourgeoisie ont paru en allemand dans le grand hebdomadaire *Die Weltwoche* et en français dans *La Brèche* (23.9).

Médias et socialisme

Le quotidien italien *Il Manifesto* a publié un dossier contenant les exposés faits au congrès de la SPD allemande par le non-conformiste Oskar Lafontaine et par la syndicaliste traditionnelle Monika Wulf Mathies. Oskar Lafontaine parlera de l'avenir socialiste au congrès du centenaire du PSS.

Le Parti socialiste du Jura bernois organise à fin novembre un cours de formation pour la pratique des médias. Rappelons que cette section régionale du Parti socialiste bernois publie, depuis un certain temps, un *Courrier mensuel*.

Le deuxième numéro, en français, du *Courrier du PSS* a paru. Il a été envoyé à tous les membres dont l'adresse est enregistrée au secrétariat central.

Un seul hebdomadaire d'un parti cantonal continue de paraître en Suisse romande. C'est *Le Peuple valaisan*, du Parti socialiste de ce canton.

Le cercle de financement *ProWoz* (l'hebdomadaire de gauche alémanique) compte 450 membres qui versent au moins 300 francs par année.

Sept défis pour les socialistes

(jd) Nous résumons ici un exposé de Joseph Huber, de l'Université libre de Berlin, devant le congrès des socialistes autrichiens (le texte complet a paru en allemand dans *Profil/Rote Revue* n° 11/87). Sans prendre à notre compte chaque thèse de l'auteur, toutes nous ont paru utiles pour une discussion générale.

Le socialisme démocratique s'est développé sur le terreau de l'industrialisation. Face aux conservateurs, adversaires du progrès technique, et aux libéraux, défenseurs du capital, le socialisme a affirmé sa vocation de mouvement de progrès économique, politique et social. La phase d'industrialisation touche aujourd'hui à sa fin; c'est la société industrielle qui subit de front un processus de modernisation. Cette évolution ne signifie pas que le socialisme a fait son temps. Au contraire, les principes de justice sociale, de solidarité et de liberté se prêtent à de nouvelles concrétisations.

1. Une nouvelle conception du progrès

Que signifie être progressiste aujourd'hui? Certainement pas rester prisonnier des catégories traditionnelles de l'industrialisation (par exemple chercher le salut dans une croissance quantitative qui se nourrit du gaspillage des matières premières et de l'énergie). Et pas plus rejeter la modernité, la technique et la raison au nom d'un romantisme de la nature.

2. La question sociale et l'écologie

L'écologie est aussi centrale pour notre époque que la question sociale l'a été pour la période d'industrialisation. Face à l'opposition sans issue entre la continuation du modèle industriel et le nouveau romantisme qui rêve de jeter par-dessus bord ce modèle, il n'y a qu'une voie praticable pour les socialistes: la modernisation écologique du système industriel.

La qualité de la vie dépend aujourd'hui au premier chef du maintien et de la restauration d'un environnement sain. Cette affirmation ne signifie pas que la question sociale est résolue; elle se pose

en des termes nouveaux: misère dans le tiers monde, chômage de longue durée et nouvelle pauvreté chez nous.

3. Travail et capital/Homme et système

Historiquement, le socialisme démocratique s'est posé en adversaire du capital. Même si cet antagonisme a perdu aujourd'hui de sa vigueur, beaucoup de socialistes considèrent encore que l'économie est d'abord l'affaire des patrons.

Or la société actuelle est une société de salariés et son économie est celle des patrons et des salariés. Chacun profite ou pâtit — certes dans une mesure inégale — de la bonne marche ou des insuccès de l'économie. La confrontation évidente entre prolétaires et capitalistes a laissé place à la lutte des intérêts de groupes multiples qui cherchent à maximiser leurs profits.

D'ailleurs, l'économie n'est plus seulement l'affaire des producteurs, mais tout autant celle des consommateurs. Au capitalisme classique a succédé un économisme généralisé.

Il s'agit d'éviter une double morale: tirer avantage du système économique et simultanément vouloir se situer en-dehors de lui. Les salariés-consommateurs font partie intégrante de ce système. Dès lors, comment tirer parti au mieux de cette situation? La transformation du système industriel et sa modernisation écologique impliquent qu'on participe à ce système et non qu'on se tienne à ses marges, qu'on passe d'une collaboration involontaire et sans responsabilité à

La voie suédoise

(yj) A la surprise générale, la majorité sociale-démocrate est sortie renforcée des récentes élections au Parlement suédois. Les verts ont fait un petit malheur, mais aux dépens de la droite. Et les communistes sont venus contre toute attente consolider la gauche, au pouvoir depuis des décennies, sauf pendant l'intermède bourgeois de 1976 à 1982. Certes, la gauche doit une partie de son succès aux disputes de la droite, qui n'a même pas pu s'unir pour exploiter l'affaire de l'interminable enquête sur l'assassinat d'Olaf Palme. Mais il n'en reste pas moins que les socio-démocrates ont gagné, et bien gagné, grâce avant tout au ministre des Finances Kiell-Olof Feldt, dont la politique fait, semble-t-il, l'admiration générale.

En 1982, au retour des socio-démocrates au pouvoir, il a commencé par dévaluer de 16% la couronne suédoise, mesure dont les effets positifs demeurent nettement perceptibles: exportations facilitées, croissance garantie, taux de chômage le plus bas d'Europe du nord (1,7-1,9%). Déçus en bien par l'applica-

tion des dispositions relatives aux «fonds salariaux d'investissement» (DP 755/13.12.1984) alimentés par prélèvement sur les bénéficiaires et les salaires, les patrons suédois ont par ailleurs su trouver les moyens de mener une politique agressive d'acquisition de firmes étrangères (voir ASEA, Electrolux, Ericsson), sans doute avec l'appui aussi ferme que discret du gouvernement. Et à chaque fois, les Suédois ont impressionné leurs partenaires par leurs qualités de managers — dont le personnel de BBC sait que penser.

Bref, le succès des socio-démocrates au Royaume de Suède s'explique par leur politique économique, ouvertement dynamique, et surtout par l'appréciation qui en est faite dans les milieux de l'industrie et du commerce. Les socio-démocrates suédois jouissent manifestement d'un crédit auquel les socialistes suisses, par exemple, n'ont jamais eu droit: celui de s'y connaître non seulement en politique sociale, discipline où la gauche excelle traditionnellement, mais aussi en politique économique et

une coopération active et finalisée.

4. *Salariés traditionnels et nouvelles couches moyennes*

Une politique socialiste qui ambitionne des responsabilités gouvernementales et se refuse à être le reflet des intérêts d'une minorité, ne peut plus être une politique des petites gens. La part des ouvriers dans la population active diminue constamment. Cette évolution affaiblit la base sociale historique du mouvement socialiste. Face à la montée des nouvelles couches moyennes, à la technicisation du travail, les socialistes doivent donner un nouveau contenu à l'exigence d'émancipation qui a fait des prolétaires d'autrefois des citoyens et des acteurs de la vie économique. Les salariés d'aujourd'hui vivent dans des milieux différenciés et ont conscience de leur individualité. Pour eux, l'émancipation signifie exercer leurs compétences dans leur profession comme dans leur vie privée en toute responsabilité, gagner un revenu en rapport avec ces

financière, domaines dont la droite a voulu se faire une spécialité quasiment exclusive chez nous.

Les Suédois montrent la voie: la gauche démocratique ne peut espérer étendre son influence que dans la mesure où elle saura s'approprier l'image de bonne gestionnaire. Nulle honte à cela, si par ailleurs on tient le cap sur les valeurs essentielles, et sur les revendications fondamentales.

Le jour où le parti socialiste suisse aura pu asseoir sa réputation de compétence en matière de politique économique, il aura gagné le «droit» de reprendre son avance électorale, en Suisse alémanique notamment. Dans la mesure où la gauche dispose de la «matière première» en quantité suffisante, c'est-à-dire où elle a bel et bien des responsables politiques et syndicaux compétents, il lui reste «seulement» à les reconnaître elle-même, et à le faire savoir. Double problème, mais pas insoluble, de confiance en soi et de marketing. Thèmes possibles pour la mise à l'épreuve: l'Europe, l'économie de la santé, la politique fiscale — tous problèmes dont la majorité bourgeoise de ce pays voudrait se réserver l'exclusivité, pour les régler à sa manière. ■

qualifications et en disposer — comme d'ailleurs de leur temps — de manière plus flexible qu'aujourd'hui.

5. *La situation des salariés et la nouvelle pauvreté.*

Le socialisme démocratique ne doit pas être le parti des faibles, mais celui des forts qui empêche l'oppression des faibles. L'émergence des nouvelles couches moyennes met en évidence une sorte d'antagonisme de classe au sein même du salariat. Entre la sécurité et le bien-être du plus grand nombre et la nouvelle pauvreté qui touche une minorité, il y a un rapport direct: les privilèges relatifs des premiers se maintiennent et même se développent au détriment de la seconde. Ignorer cette relation, c'est faire preuve d'une double morale sociale. Mais la question de cette situation est explosive.

6. *Les deux cultures*

Le salariat contemporain présente un visage très diversifié. Le fossé est grand notamment entre les milieux de la technique, de l'économie et de l'administration d'une part, et ceux de la culture et du secteur social d'autre part. Les premiers sont plus sensibles aux exigences de l'entreprise et du marché, plus critiques à l'égard des dépenses publiques et

de l'Etat social. Les seconds dépendent de cet Etat social et montrent moins de compréhension à l'égard de la technique et de ses développements.

Le mouvement socialiste ne peut se couper du monde technico-économique. Il n'a guère d'avenir en tant que parti de la fonction publique.

7. *Le travail et la vie*

Le parti socialiste a toujours été le «parti du travail». Au moment où la valeur travail se modifie considérablement, où les actifs sont en passe d'être minoritaires dans la société, cette étiquette risque d'être lourde à porter.

Par ailleurs, la revendication justifiée des femmes à l'égalité va peser toujours plus lourdement sur la répartition du travail. Les jeunes et les personnes âgées risquent d'en faire les frais. Seule une solidarité organisée entre sexes et générations peut éviter des conflits aussi violents que ceux qui autrefois ont opposé les classes sociales.

Le socialisme démocratique a contribué de manière décisive au développement du système industriel, à l'émergence de la classe moyenne et à l'émancipation professionnelle et personnelle des travailleurs. Ces succès engendrent aujourd'hui de nouveaux problèmes.

Il lui reste à démontrer, en étant fidèle à lui-même, sa capacité d'adaptation. ■

POLITIQUE ENERGETIQUE

On patauge

(jd) Les partisans de la renonciation en bonne forme au projet de Kaiseraugst attendaient de leur proposition qu'elle décrispât le débat énergétique. L'exercice est raté, résultat d'ailleurs prévisible au vu des *a priori* idéologiques de la majorité parlementaire. En définitive, les quatre journées de travail consacrées par le Conseil national à la politique énergétique n'ont servi qu'à entériner l'abandon de Kaiseraugst et ses conditions financières.

Projet d'article constitutionnel: des heures durant les députés ont chipoté sur les alinéas, les mots et les virgules et brandi les grands principes fort utiles quand on ne veut pas débattre du fond. Si cet article est adopté — mais déjà radicaux et

démocrates du centre ont fait savoir leur opposition — la loi d'exécution n'est pas attendue avant la deuxième moitié de la prochaine décennie. Un retard intolérable en regard de l'augmentation de la consommation d'énergie.

Abandon de Kaiseraugst: la décision est assortie d'une reconnaissance de la validité de la solution nucléaire. On dira qu'il s'agit là de pure rhétorique puisque chacun admet l'impossibilité politique de réaliser une nouvelle centrale d'ici la fin du siècle. Pourtant cette profession de foi justifiera des subventions à la recherche et au développement du nucléaire, moyens qui manqueront pour encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie. (suite page 6)

Démocratie d'artifices

Pouvons-nous espérer qu'après les petits incidents de Séoul (disqualifications, 30 000 policiers mobilisés), les fans des Jeux Olympiques finiront par voir que de l'idéal du baron de Couber-

(suite de la page 5)

La situation actuelle est pour le moins paradoxale: la majorité parlementaire n'est pas en mesure de concrétiser son option nucléaire mais elle bloque la politique de rechange indispensable, fondée sur les économies d'énergie; à l'inverse les adversaires du nucléaire, minoritaires, peuvent crier victoire, mais leur succès reste fragile puisqu'ils ne peuvent convaincre la majorité de prendre les mesures nécessaires à l'abandon à terme du nucléaire.

L'option nucléaire continue donc d'hypothéquer la politique énergétique. Le meilleur moyen de la lever, c'est de soumettre très rapidement au peuple les deux initiatives populaires qui exigent l'une le moratoire, l'autre l'abandon du nucléaire. Tous les éléments du problème sont connus, point n'est donc besoin de tergiverser.

Pour le surplus et en prévision du débat sur le projet d'arrêté sur les économies d'énergie annoncé pour la session d'hiver, les parlementaires seraient bien inspirés de prendre deux heures sur leur temps de parole pour se faire expliquer les différents scénarios étudiés par les experts. En effet, le débat de la présente session a révélé que trop nombreux sont encore les députés qui ne maîtrisent pas suffisamment les données du problème et se contentent d'idées reçues. A ce propos signalons la parution d'une petite brochure éditée par le groupe d'experts sur les scénarios énergétiques, intitulée *Les choix énergétiques*, qui présente de manière claire, concise et imagée les principaux éléments de la situation et les différents choix possibles; un tour de force pédagogique qui met le problème énergétique à la portée des écoliers. ■

tin — sport amateur, fraternité entre les peuples — il ne reste rien?

On peut en douter.

Voyez les dernières élections françaises. Nos amis d'outre-Jura nous concurrencent sérieusement: la moitié d'absentions à leurs municipales. Or, parmi toutes les explications données, dans les journaux, à la radio, à la TV, je crois avoir bien écouté: pas un commentaire relevant qu'après des élections truquées, il est bien normal qu'un certain nombre de citoyens s'abstienne...

Car ce sont des élections truquées que celles où plus de 10% d'électeurs communistes — je n'ai pas beaucoup de sympathie pour le PC français guidé par M. Marchais, mais cela n'a rien à voir — obtiennent 25 à 30 sièges au lieu des 60 à 65 auxquels ils auraient droit arithmétiquement et en bonne justice.

Car ce sont des élections truquées que celles où 10% d'électeurs du Front National — et j'ai pour M. Le Pen une

sainte horreur — obtiennent un seul et unique représentant, au lieu des 60 à 65 auxquels ils auraient droit arithmétiquement, démocratiquement et en bonne justice.

On se réjouit peut-être à court terme, mais on se persuade qu'à moyen et peut-être à long terme, de telles *combinaisons* ne peuvent que retomber sur le nez de ceux qui les ont imaginées — et sur le nôtre.

On se persuade aussi qu'il n'y a plus, à proprement parler, de *démocratie* — c'est-à-dire de pouvoir exercé par le peuple — puisque les décisions sont prises, dans le meilleur des cas, par une minorité, par les représentants de 30% (au plus!) des citoyennes et des citoyens.

«Truquées... Vous y allez fort!». Ceci me rappelle le bon M. Mellet, notre professeur de maths au gymnase, un grand bonhomme, d'une exquise courtoisie. Qui nous exposait parfois des manipulations auxquelles je ne comprenais rien. Et parfois même, le premier de la classe, Paul Chêne, lui disait: «Mais Monsieur, c'est un truc! — Pas du tout, répliquait-il indigné, c'est un *artifice de calcul*!» ■

DROITS DE L'HOMME

Des violations très ordinaires

(jd) La Suisse n'est pas membre du club très étoffé des pays où l'on peut observer des violations grossières et systématiques des droits fondamentaux. Aussi lorsqu'elle adhère en 1974 à la Convention européenne des droits de l'homme, elle n'imagine pas que cet engagement puisse lui poser le moindre problème. C'est du moins ce qui ressort des déclarations faites à l'époque par le Conseil fédéral. Cette mauvaise évaluation de la dynamique de la Convention conduit d'ailleurs le parlement à ne pas soumettre la ratification au référendum obligatoire. Un seul homme conteste alors la procédure choisie: le juge fédéral Kaufmann; selon lui, la juridiction du Conseil de l'Europe est appelée à façonner la Constitution fédérale, ce qui justifie de recourir à la consultation du peuple et des cantons. Si nous l'avions suivi, no-

tre adhésion aurait aujourd'hui une légitimation plus forte.

La Suisse six fois coupable

C'est que, dans l'intervalle, la Suisse ne s'est pas révélée aussi parfaite qu'elle le croyait. A dix reprises, la Cour européenne a eu à traiter de plaintes contre des autorités helvétiques et dans six cas la Suisse a été reconnue coupable: frais de procédure mis à la charge d'un prévenu libéré pour cause de prescription, temporisation excessive du Tribunal fédéral, restriction au droit de mariage, durée exagérée de la détention préventive et, cette année, coup sur coup, absence de recours judiciaire (affaire Belilos) et violation du droit de correspondance d'un détenu. Certes il s'agit de

L'INVITE DE DP

Etre européen en Suisse

Trois années après l'adoption de l'Acte unique, le débat sur l'Europe fait rage enfin en Suisse. Le mot-clé qui émerge, en Suisse allemande, est celui de la «Europafähigkeit», donc de la capacité d'être européen. Ce mot-clé devient mot d'ordre quand il s'agit de freiner des velléités d'intervention de l'Etat. Ne rien faire pour préserver l'environnement, accorder le maximum de faveur à la route, exonérer les entreprises de l'ombre même des obligations fiscales ou sociales — voilà ce qu'est la «Europafähigkeit». La politique de la Berne fédérale rejoint en certains points celle décrite pour le secteur privé. Rester capable de rejoindre l'Europe pour ne pas devoir la rejoindre, c'est le but des grands témoins de l'Office des affaires économiques extérieures.

Nous sommes bien d'accord — il faut se rapprocher de ce qui se passe en Europe. Mais il y a des enjeux que la Suisse méconnaît et qui sont bien plus importants. Les attitudes récentes du Parlement quant à l'en-

traide judiciaire en matière fiscale (projet de l'OCDE), lors de la révision du droit sur les sociétés anonymes et de la loi sur les cartels ont été carrément rétrogrades et vont exactement contre le courant européen. Le Conseil fédéral, qui va nous proposer une nouvelle transversale ferroviaire à travers les Alpes, décréta il y a à peine quelques années qu'un tel projet ne serait pas étudié avant l'an 2000. Le même gouvernement et le même parlement ont pris position contre l'initiative des 40 heures alors que les autorités européennes ont, il y a déjà des années, émis une recommandation pour ces mêmes 40 heures...

La responsabilité civile du producteur est générale depuis le 1^{er} août dans toute la Communauté européenne. Elle renverse le fardeau de la preuve dans les litiges avec les consommateurs et les écologistes, à savoir que le producteur doit prouver l'innocuité et non pas le consommateur la nocivité. Ce nouveau droit fut jugé comme complètement

violations très ordinaires, mais qui mettent en évidence des lacunes dans les garanties de procédure. De toute façon, une stigmatisation dure à accepter pour un pays qui se croit volontiers au-dessus de tout soupçon grâce à la multiplicité des moyens de contrôle démocratique à disposition des citoyens.

Ce n'est pas tout. L'impact de la juridiction européenne sur notre droit interne ne se limite pas à ces seules affaires: le Tribunal fédéral, après une certaine résistance initiale, tient maintenant compte de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg dans ses jugements.

D'où l'agacement reflété par le postulat Danioth (PDC, Uri), repoussé de justesse par le Conseil des Etats. Le député uranais a rappelé que la Suisse s'est constituée il y a sept siècles sur le refus des juges étrangers. Il a oublié d'ajouter

qu'alors ces juges représentaient un pouvoir impérialiste et honni; aujourd'hui la Cour européenne des droits de l'homme applique une convention qui fixe les valeurs fondamentales de la démocratie et un juge suisse y siège. Dès lors on ne peut que s'étonner que, dans un Conseil qualifié parfois de conscience juridique, il se trouve quinze parlementaires pour approuver une réaction aussi infantile: plutôt que d'évoquer le retrait de notre adhésion, mettons nos efforts à perfectionner les droits des individus, surtout lorsque détenus ou étrangers, ils sont les maillons les plus vulnérables de la société. ■

Pour une présentation exhaustive des rapports entre la Suisse et la Cour européenne des droits de l'homme, voir *Plädoyer*, août 1988.

impossible à mettre en œuvre en Suisse — aujourd'hui tous les exportateurs suisses s'y conforment... sauf pour leur clients suisses.

Les esprits eux-mêmes semblent plutôt s'éloigner de l'Europe que de s'en approcher à en juger par certains indices culturels.

La vague d'expression en dialecte qui déferle sur la Suisse allemande, dans les médias, dans la publicité, dans les écoles, voire dans les lettres privées qu'on reçoit, en est un. Le résultat de cette vague — et d'une obstination atavique répandue dans la vieille génération contre le bon allemand — est qu'aujourd'hui très peu de Suisses allemands savent s'exprimer correctement et sans accent dans une des grandes langues européennes.

La Suisse est loin du compte pour être européenne, mais pas dans les domaines qui sont importants aux puissants de l'heure!

Beat Kappeler

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Beat Kappeler est secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS).

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

Jean-Daniel Delley (jd)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Points de vue: Jean-Louis Cornuz

Jean-Claude Favez

Pierre Lehmann

L'invité de DP: Beat Kappeler

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Tél: 021 22 69 10 CCP: 10-15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Françoise Gavillet

Pierre Imhof

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Notre Science qui êtes aux cieux

Dans DP du 22.9, Philippe Bois a fait le procès de la sorcellerie. L'astrologie, l'homéopathie, la réflexothérapie et d'autres démarches sont considérées en vrac comme autant de conséquences de la déraison. «Partout la foi remplace la raison» se désole M. Bois. Il en veut tout particulièrement au Dr J. Benveniste, coupable d'avoir fait des expériences que notre Science ne sait pas expliquer et qui, en plus, amènent de l'eau au moulin de l'homéopathie. Notre Science ne devant pas être mise en défaut, ces expériences doivent être des charlataneries. Il n'y a pas que M. Bois qui soit fâché contre Benveniste; c'est le pestiféré du moment. C'est à qui dira le mieux et le plus fort tout le mal qu'il faut penser de ce triste individu.

Le racket de la science

M. Bois a vite compris que Benveniste avait obtenu ses étranges résultats pour faire plaisir aux Laboratoires Boiron, producteurs de remèdes homéopathiques. Ceux-ci avaient financé en partie sa recherche; Benveniste est un vendu. Les médicaments que notre Science met sur le marché ne résultent, eux, que de recherches désintéressées. De plus, ils sont efficaces. Parfois même un peu trop (Thalidomide, Enterovioform, etc). Et comme chacun sait, les grandes sociétés pharmaceutiques ne font pas de bénéfice et ne financent aucune recherche, dans quelque université ou hôpital que ce soit.

M. Bois voit dans cette affaire une opposition entre foi et raison. Mais que signifie «raison» dans ce contexte? On croit comprendre que pour M. Bois, la raison consiste à faire confiance à notre Science laquelle incarne aujourd'hui le savoir dominant. Des gourous scientifiques bardés de diplômes et de doctorats ont remplacé les prêtres du moyen âge qui prêchaient la monarchie de droit divin, et se portent garants devant le bon peuple que le pouvoir prend des décisions correctes et agit pour son bien. Le bon sens est relégué au rang de pratique

superstitieuse, et l'on considère de manière méprisante toute démarche sortant des chemins tracés par notre Science (M. Bois parle de chosologues, de faiseurs de secret, etc). On comprend la remarque de P. Feyerabend: «La Science est un racket mâle-blanc-classe moyenne pratiqué sur les opprimés de ce monde au nom de la Raison».

Mais la science d'aujourd'hui repose, elle aussi, sur un acte de foi qu'on appelle le postulat d'objectivité de la nature. Ce postulat stipule que les explications données en terme de projet, de but, ne peuvent pas mener à une connaissance «vraie». La science actuelle rejette donc ce qu'Aristote appelait les causes finales ou, en langage plus moderne, la téléologie (du grec *telos* = but). Il est bien clair que l'adoption de ce postulat simplifie bien les choses et, surtout, permet à l'homme moderne de renoncer à tout respect vis-à-vis de la nature, de la biosphère. Mais il n'en découle pas que ce postulat soit vrai. De plus la science ne peut pas répondre à des questions fondamentales comme, par exemple, «qu'est-ce que la matière?», ou «qu'est-ce que la vie?». De fait, le postulat d'objectivité introduit une restriction arbitraire dans notre manière d'aborder la réalité et finit par empêcher l'homme d'utiliser toutes ses facultés de compréhension.

Deux siècles d'homéopathie

Il est donc malheureux que l'on n'essaie pas de se demander ce que signifient pour la connaissance les résultats de Benveniste, plutôt que de chercher seulement à les enterrer le plus vite possible. Ils ne sont d'ailleurs pas si nouveaux, ni si surprenants que ça. Hahne-mann, que M. Bois semble considérer comme un mystique, était en fait un médecin compétent, qui a basé sa pratique sur une somme extraordinaire d'observations. Il a introduit l'homéopathie il y a bientôt deux siècles et cette pratique a survécu jusqu'à nos jours, ce qui n'est pas si mal pour une chosopathie.

Et si elle semble même gagner en popularité aujourd'hui, cela n'est pas dû uniquement à ses incontestables succès, mais aussi au fait que la médecine pure et dure, fondée sur le dogme de l'objectivité scientifique, s'avère être un échec, du moins partiel. On n'a jamais dépensé autant d'argent pour être globalement en aussi mauvaise santé. Et la seule recette qu'on nous propose pour sortir de ce dilemme, c'est de dépenser toujours plus d'argent pour continuer les mêmes recherches et intensifier les mêmes méthodes. Pour que la santé résulte d'une telle démarche, il faudrait... un miracle. On retombe dans la sorcellerie.

Avant le Dr Benveniste, V. Gutmann, professeur de chimie à l'Université de Vienne, et G. Resch, médecin, ont essayé de comprendre le pourquoi de l'efficacité des hautes dilutions et ont résumé leurs expériences et réflexions dans un livre remarquable: *Wissenschaftliche Grundlagen der Homöopathie*, paru en 1986. Et des théoriciens se demandent si les expériences du type de celles de Benveniste ne sont pas explicables à l'aide de la physique quantique, laquelle a mis en évidence certaines propriétés inattendues de l'eau. Le réflexe de rejet par rapport à la «mémoire de l'eau» (qui est une manière de décrire les résultats de Benveniste) semble être le fait de gens qui se font de la nature une représentation par trop simpliste.

Pierre Lehmann

Le combat du Quotidiano

(*réd*) Le *Quotidiano* tessinois est bien décidé à se faire une place dans la presse helvétique, en dépit de tous les obstacles dressés par la concurrence. C'est ainsi qu'il a commencé à publier un supplément économique hebdomadaire, grâce à une collaboration rédactionnelle avec le grand quotidien économique italien *Il Sole-24 Ore*. Le premier numéro a paru fin septembre avec le sous-titre (traduit): «La semaine économique et financière». Des améliorations sont prévues pour bientôt, mais le début est prometteur, dans un canton si marqué par les banques.